



LA SEPARATION DE VÉROSSAZ DE LA COMMUNE DE SAINT-MAURICE (1822) ÉPISEDE ÉLECTORAL DU TEMPS

LES excellentes relations qu'entretiennent aujourd'hui les habitants de Vérossaz et de Saint-Maurice (la Journée Mario *** en est un exemple entre mille) et la bonne harmonie qui règne entre les Administrations bourgeoises et municipales des deux communes, ne remontent pas à une époque des plus lointaine et ne se perdent pas dans la nuit des temps.

Le travail de M. le Chanoine Gaist, relatif à l'érection d'un rectorat à Vérossaz, en 1831, qui aboutit inéluctablement à la création d'une paroisse distincte de Saint-Maurice, en 1847, nous montre que des divergences profondément enracinées et des intérêts opposés, défendus de part et d'autre avec âpreté, existaient dans le domaine religieux qu'on eût pu croire à l'abri des passions terrestres...

L'humeur guerroyante des gens de Vérossaz, pour me servir des termes d'un mémoire de 1831 du Conseil de Saint-Maurice s'opposant à l'érection du Rectorat, avait déjà trouvé dans les événements qui précédèrent

et entourèrent la séparation des deux communes dans les années 1819 à 1822, de multiples occasions de se manifester avec une ténacité toute montagnarde.

Si nous consultons le répertoire des Archives de la Ville de Saint-Maurice, nous sommes frappé des nombreux conflits qui surgissent entre *les nobles bourgeois et les gens de Verrossaz, les hommes du mont de Verrossaz, la Communauté de Verrossaz*.

Ces litiges ont trait, le plus souvent, « au droit de paqueter dans les communs, en plaine sur les deux rives du Rhône, en bas, depuis le passoir d'Évionne et en haut jusqu'à la Croix d'Octans ¹, aux Preyses de Verroilley, aux Cingloz (les Fingles d'aujourd'hui) jusqu'à la chapelle du Scex, dans les montagnes de Santaneyres et de Chindonnaz. »

La Bourgeoisie de Saint-Maurice, toujours disposée (c'est elle qui l'affirme dans un mémoire du Conseil), « toujours disposée à faire des sacrifices en faveur de la paix et de la tranquillité », accorde, par la *sentence*, dite *des chèvres*, le 31 janvier 1406, sous réserve que les lettres de franchise (des comtes de Savoie en 1293-1317) concernant les pâturages communs de la Ville de Saint-Maurice, « demeurent dans toute leur valeur et force », accorde, dis-je, « des privilèges à Jean Gailard et Nicolas Marquis de Verrossaz, ainsi qu'à leurs héritiers et constituants. »

Plus tard, en 1678 puis en 1723, éclate la querelle, toujours renouvelée, concernant le droit que revendique Vérossaz de faire des communiens, apanage exclusif de la Bourgeoisie de St-Maurice.

La question est provisoirement tranchée par la *transaction de l'Abbaye* de février 1791, approuvée par l'État le 20 mai 1791.

¹ Les îles d'Octans ont été cédées par la Bourgeoisie à la commune de Martigny le 19 décembre 1657.

C'est déjà le prélude d'autres revendications de la communauté de Vérossaz sur le droit de propriété des communs et celle, qui fait principalement l'objet de cette notice, de se constituer en commune propre.

Ces revendications se font jour à la fin du 18^{me} siècle, prennent corps vers 1817 et acquièrent toujours plus de force et d'acuité en 1819, pour aboutir à la demande formelle de séparation des deux communes, il y a un siècle, le 4 décembre 1821.

Cette séparation, disons-le sans tarder, devient un fait accompli le 27 juin 1822.

Comme bien vous pensez, la Ville de Saint-Maurice déploie, dans la défense de ses droits et devant la menace de désagrégation de sa chatellenie, toutes les ressources d'une dialectique serrée qu'on ne s'étonnera pas de trouver sous la plume d'hommes de loi, diserts et férus de littérature, qui de tout temps abondaient dans cette commune.

Pour vous en convaincre, permettez-moi de faire passer sous vos yeux le préambule du *Mémoire de la Noble Bourgeoisie de Saint-Maurice d'Agaune en réponse aux demandes des villages d'Evionnaz et de Vérossaz du 5 juillet 1819* :

« Excellence et très honorés Seigneurs composants le conseil d'état de cette république,

» Les Députés de la noble Bourgeoisie de St-Maurice ont l'honneur de paraître à votre audience, où ils sont appelés par lettre, expédiée par Son Excellence Baillivale. Le motif de cette convocation est sans doute par rapport aux difficultés qui existent entre la Ville et les villages d'Evionnaz et de Verrossaz. Quelque pénible qu'il soit de voir depuis vingt ans renaître sans cesse une lutte entre la Bourgeoisie et les ressortissants des villages de la paroisse de St-Maurice, il est par contre flatteur et consolant pour la Ville de venir soutenir ses droits et ses prérogatives devant le Conseil

d'Etat, où nous trouverons dans les illustres membres qui le composent, des arbitres, des arbitres impartiaux, justes et éclairés, qui verront dans les titres que nous aurons l'honneur de remettre sous leurs yeux que la Ville de St-Maurice, loin d'avoir usurpé le moindre pouvoir sur Evionnaz et Verrossaz et de s'être arrogée despotiquement des droits qui ne lui appartenait pas, a, au contraire, sans cesse laissé mutiler les siens et accordé des faveurs et des jouissances toujours préjudiciables à ses intérêts. Nous démontrerons que la Bourgeoisie, dans toutes les concessions et aliénations qu'elle a faites, n'a cherché que des moyens de conciliation, d'union et de paix avec tous les ressortissants de la paroisse, et que ceux qui ont été appelés à vivre sous son administration paternelle n'ont pas été traités en esclaves, comme nos adversaires ont cherché à l'établir. Il est vraiment fatal que l'esprit de chicane, de tracasserie, de domination les uns sur les autres sans vouloir reconnaître de supérieurs s'emparent des têtes qui paraissent les mieux organisées dans certaines localités, et que le démon de l'affreuse discorde vienne encore faire sentir son souffle impur dans un pays simple, pauvre et agricole que les malheurs et l'expérience des temps qui viennent de s'écouler devraient avoir dégouté pour toujours de l'intrigue, de la cabale, de la chicane, de l'envie démesurée de sortir du rang où la divine providence a placé chacun, et finalement de cette passion ou plutôt fureur de procès entre communes appelées à bien vivre entr'elles, ou entre les administrés et les administrateurs d'une même commune. Mais puisque nous sommes aujourd'hui condamnés à ce triste sort, nous protestons ne pas être les premiers agresseurs et que notre intention n'a jamais été de ne pas *rendre à César ce qui est à César.* »

A n'en pas douter, cette lecture suscitera parmi les

lecteurs des réflexions d'ordre divers que je me garderai de troubler par un commentaire superflu.

Tout le mémoire de la Bourgeoisie² est à l'avenant de cet exorde insinuant. A côté d'une forte documentation historique, juridique, voire politique, il a parfois des accents pathétiques et d'un lyrisme débordant dans la réfutation des prétentions de Vérossaz, assez téméraire pour revendiquer le libre exercice des droits politiques, avec, comme corollaire (*in cauda venenum*) le droit de s'ériger en commune propre.

Lisez ce passage : « A mesure que la révolution qui commençait en France vint faire sentir son souffle impur et destructeur dans nos paisibles chaumières, les villages d'Evionne et de Verrosse qui avaient prospéré sous l'égide de la Ville, s'ennuierent de leur bien être et commencèrent à élever des prétentions contre leur mère bienfaitrice !... » Lisez : la Bourgeoisie.

Et, plus loin : « Vingt-cinq ans de malheurs attirés sur les peuples par le philosophisme, le *libéralisme*, la prorogation des *prétendues lumières* du siècle n'ont-elles pas rassasié ces mêmes peuples de courir après des chimères, des titres, des places pour lesquelles la Providence ne les a pas destinées; et le paysant devrait-il oublier que c'est le travail de la terre qui le fait vivre, et non celui de l'esprit ! devrait-il oublier ce beau vers de Virgile :

» *O fortunatos nimium. Sua si bona norint agricolas.*

» *Heureux le laboureur, trop heureux s'il sait l'être !* »

Redescendus de ces hauteurs olympiques, les signataires du Mémoire concluent en excipant de six sentences, toutes en faveur de St-Maurice. D'après celles-ci,

² Ce mémoire est signé : Ch. de Macognin de la Pierre, vice-président, Joseph Cocatrix, syndic, Louis Bioley, chatelain et secrétaire.

« le droit exclusif de créer des communiens ainsi que celui de propriété des communs, de pouvoir les alberger et de nommer *eux seuls* les administrateurs de la Commune, soit le Conseil, ne peut plus lui être contesté aujourd'hui. »

Le Conseil d'Etat de 1821, moins sourd aux objurgations de St-Maurice que ne le furent, un siècle plus tard, les pouvoirs publics dans des circonstances quasi analogues, la suppression du Tribunal de District, « estimant qu'il est de la majesté comme de la justice du gouvernement de faire cesser une lutte que l'esprit inquiet des novations a pu susciter », ne voulut pas consacrer le démembrement de la vieille chatellenie.

Mais, comme la vérité, les idées étaient en marche, et si Evionnaz se résigne, Vérossaz ne se tient pas pour battu et revient à la charge. A l'instigation, affirme plus tard le président de la Bourgeoisie, des chanoines Maret et Chervaz, de l'abbaye de St-Maurice (il y a un siècle, les ecclésiastiques faisaient, paraît-il, de la politique !... Ne nous en étonnons pas : l'un d'eux était Bagnard !...) la résistance s'accroît, l'agitation continue et la requête de Vérossaz devient plus pressante³.

« Nous supplions de nouveau le Conseil d'Etat de nous accorder la séparation si fort désirée pour former une commune à part ou au moins d'avoir un nombre de conseillers proportionné à notre population pour établir cette forme de gouvernement qu'indique la Constitution et qui doit être *démocratique* comme le veut aussi le Pacte fédéral qui n'admet aucun privilège exclusif en faveur d'une classe de citoyens; ce que nous demandons dans nos assemblées communales est prescrit expressément pour les assemblées de Dizains qui comptent leurs députés à proportion de population. »

³ Lettre des charges-ayants de Vérossaz, rédigée par le chanoine Maret, 10 août 1821.

Personne ne contestera la modération et la justesse de cette dernière revendication des hommes de Vérossaz que nous nous plaçons à saluer ici comme les précurseurs de la représentation proportionnelle communale.

Aussi bien, le Gouvernement n'avait-il pas attendu la supplique ci-dessus (signée Louis Moresoud, métral, Louis Barman, syndic, mais rédigée par le chanoine Maret), pour faire droit à la demande légitime de Vérossaz pour l'élection du Conseil.

Par la voix de son commissaire, Jos. Aug. de Riedmatten, délégué à St-Maurice en août 1821, il prit des dispositions pour assurer la représentation à laquelle cette dernière ne s'opposa pas, du reste.

Donc le dit commissaire, « gracieux et complaisant du bon gouvernement ⁴ », estima « qu'il serait de convenance et même de nécessité que les villages d'Evionne et de Verrosse qui étaient peuplés et éloignés de la ville eussent des membres assurés au Conseil, d'après les demandes et protestes faits par les hommes de ces villages, surtout ceux de Verrosse, d'avoir une représentation au Conseil à *ratte de leur population* pour l'exercice des droits politiques. ⁵ »

En conséquence, il statue que le Conseil de St-Maurice sera composé de 15 membres, dont 6 fournis par les sections d'Evionnaz et de Vérossaz, à raison de 3 chacun, et 9 pour St-Maurice.

C'était encore, pour le chef-lieu, la part du lion, pensera-t-on, mais le Commissaire étaye cette répartition par de nombreux considérants, tous probants et péremptoires, pour employer le jargon juridique d'aujourd'hui.

⁴ Lettre du 10 août des charges-ayants de Vérossaz.

⁵ Protocole de l'Assemblée plénière du 10 août 1821 (élection du Conseil).

« Ayant d'un côté reconnu cette nécessité que les villages eussent des membres au Conseil, d'un autre côté que la Ville de St. Maurice, chef-lieu du Dixain et d'un Arrondissement devait avoir une représentation plus forte que celle des villages eu égard à sa situation, comme voisine d'un canton protestant, qui exige une surveillance, une police plus exacte, plus détaillée, plus pénible, à ses établissements publics, à ses digues du Rhône, des torrents, aux grandes routes, à sa police rurale, à ses pavés, fontaines, inspection des boucheries, boulangeries, cabarets, etc., ce qui ne peut être facilement confié à des conseillers éloignés et ce qui exige un nombre assez considérable d'employés qui doivent être aussi des personnes éclairées et aptes... »

Quoi qu'il en soit, Evionnaz paraît se contenter de la solution préconisée par le Commissaire.

Vérossaz feignit de s'y résigner avec l'arrière-pensée, semble-t-il, d'arriver à ses fins par ce qu'on appellerait, aujourd'hui, une manœuvre électorale savamment combinée.

Ce que vingt ans de lutte obstinée ne put lui donner, elle l'obtiendra en une journée par une sorte d'obstruction et de sabotage d'une élection, moyens qu'on croyait plutôt modernstyle.

Pour éclairer mes lecteurs sur cet épisode électoral tragi-comique d'où sortit, en réalité, la séparation tant convoitée des communes d'Evionnaz et de Vérossaz d'avec St-Maurice, je ne saurai mieux faire que de laisser ici la parole au Président de la Bourgeoisie, Ch. de Macognin de la Pierre, qui relate, dans une page savoureuse, les différentes péripéties de l'assemblée plénière des électeurs de l'universalité de Saint-Maurice⁹.

« Vint enfin le moment des élections, le dimanche

⁹ Lettre du 16 août 1821 du Président de la Bourgeoisie au Grand Baillif, relative à l'assemblée électorale du 10 août 1821.

5 août. Vérosse commence dès lors à laisser entrevoir son projet de domination par la demande à M. le Commissaire d'avoir la moitié avec Evionne, et de ne laisser à la Ville que le Président pour la prétendue prépondérance. Cette demande fut rejetée à l'unanimité par la Bourgeoisie; et intervient un ordre du Conseil d'état à M. le Commissaire de ne pas s'écarter de ses instructions. Vendredi 10 août toute la Commune fut assemblée. Verrosse protesta qu'il voulait absolument se séparer de la Ville, si on ne lui accordait pas au Conseil une représentation d'après sa population, demande encore rejetée par St-Maurice.

» Beaucoup de tumulte et de propos se manifestèrent parmi les montagnards, tandis que ceux d'Evionnaz et de la Ville étaient calmes. Survint dans ces entrefaites le chanoine Maret escorté de son confrère Chervat, lesquels demandèrent à pouvoir venir voter. M. le Commissaire ne crut pas devoir les autoriser à cet acte de citoyen actif. Maret lui répliqua qu'il persistait dans sa demande, à moins qu'elle ne lui fût refusée par M. le Président. C'était dire à M. le Commissaire qu'il n'avait rien à lui ordonner; manque de respect au gouvernement dans la personne du dit commissaire. Celui-ci répliqua que le vote des chanoines serait déclaré nul; alors ces messieurs obtinrent de M. de Riedmatten la permission de rester dans la Salle, où assis à côté de la dernière classe du peuple ils ont continué à travailler l'esprit de la montagne, qui a parfaitement joué le rôle de celle de la Convention, à pareil jour, 10 août 1792. Un roi de France fut renversé de son trône à cette époque; une Bourgeoisie de 600 ans, des familles notables et distinguées devaient passer sous la domination d'un ramas de gens totalement illitrés. M. le Commissaire s'était cru autorisé en vertu de ses pouvoirs de fixer à 15 membres le nouveau conseil, en en donnant 9 à la ville et 3 à chaque village. Verrosse

continua toute la journée ses protestations aidé des conseils de Maret. Enfin Évionne et la Ville avaient à peu près achevé de livrer leurs bulletins au bureau, lorsque la montagne se précipita dans la salle, renouvelant sa proteste, et commençant enfin à faire des bulletins. Un individu de cette bande se présenta au bureau avec cinq de ces bulletins. On lui demanda s'il connaissait les noms de ceux qui y étaient inscrits. Sa réponse fut négative. On eut soupçon de quelque fraude : on ouvrit les bulletins qui contenaient les mêmes noms de dix paysans et cinq messieurs sur quinze. On s'assura par voie secrète (l'enveloppe électorale n'avait pas encore vu le jour...) que 80 bulletins étaient semblables, et que ceux d'Évionne qui n'avaient pas encore voté avaient été gagnés par Verrosse à faire cause commune. Une indignation générale s'éleva dans la Ville, etc. »

Tout serait à lire dans cette lettre du fougueux président de la Bourgeoisie au Baillif. L'espace limité dont nous disposons nous force d'écourter les citations. Retenons toutefois celle-ci : « Nous avons bien des obligations à M. le Commissaire du gouvernement; il a fallu bien de la patience de sa part; car il a convenu qu'il aimerait mieux être en ce moment à une lieue de Constantinople, où il ne fait pas bon, que dans l'assemblée générale de la Commune de St. Maurice. »

Le lendemain de cette houleuse et mémorable assemblée, *toute la Bourgeoisie fut d'accord de se séparer d'avec Vérossaz*. « Maintenant, continue le Président de la Pierre, les yeux des gens de qualité sont dessillés. Une proteste pour la séparation est signée d'eux. Nous consentons à rester unis avec Évionne, mais rien ne nous détournera de la séparation d'avec Verrosse. »

Cette détermination des Bourgeois de St-Maurice fut-elle prise sous le coup de l'indignation causée par la conduite des gens de Vérossaz le jour du 10 août

1821 et ceux-ci craignirent-ils qu'elle n'eût pas de lendemain ? On ne saurait le dire, mais toujours est-il qu'ils crurent bon de battre le fer pendant qu'il était chaud. Le 4 décembre 1821, ils adressèrent une dernière pétition à l'État souverain, sollicitant la séparation comme un retour à l'état antérieur à 1798.

Enfin, leurs vœux devaient être exaucés. Le 27 juin 1822, le Conseil d'État de la République du Canton du Valais porte un arrêté consacrant la séparation de la Ville de St-Maurice et des sections d'Évionnaz et Vérossaz :

« LE CONSEIL D'ÉTAT DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU VALAIS

» Vu la pétition de la section de Vérossaz, paroisse de St. Maurice, en date du 4 décembre 1821, signée par Louis Maurisot et Jean Maurice Gex, par la quelle la dite section sollicite instamment d'être séparée d'avec la Bourgeoisie et Commune de St. Maurice, alléguant que cette demande doit être considérée non comme une innovation, mais comme un retour à la manière dont elle était administrée avant 1798, administration particulière qui seule peut lui convenir, d'après ce qui a été démontré par une expérience de 24 ans, et vu pareillement son dernier mémoire du 14 mars 1822, où la même demande en séparation est renouvelée,

» Vu la réponse de la Bourgeoisie de St. Maurice signée par M. le Président de Macognin de la Pierre et datée du 24 décembre 1821, portant que la séparation de la section de Verrosse était aussi sollicitée par la dite Bourgeoisie, sous la condition toute fois que la séparation de la section d'Évionne serait prononcée en même temps,

» Vu la déclaration de la section d'Évionne signée par les Conseillers Claude Mottet et Jean Louis Mottet,

donnée le 18 juin 1822, en réponse à la demande de St. Maurice dans laquelle la dite section, tout en témoignant le désir que la Communauté soit maintenue telle qu'elle était en 1821, fait conoître toute fois que, s'il entrait dans les vues du Conseil d'Etat d'en ordonner autrement, elle se résignerait à la séparation qui serait prononcée,

» Considérant, que, non obstant le terme prolongé, laissé par le Conseil d'Etat aux parties intéressées pour réfléchir sur les conséquences de leur séparation, elles persistent à la désirer,

» ARRETE :

- » 1. La séparation de la Ville de St. Maurice et des sections de Verrosse et d'Evionne est accordée, cette ville et ces sections formeront en conséquence trois communes, ayant chacune une administration particulière ;
 - » 2. La Ville de St. Maurice et les deux communes de Verrosse et d'Evionne jouiront pendant cinq ans de la faculté de se réunir, si elles le jugent à propos, sans autre formalité que de faire connaître au Conseil d'Etat leur acte de réunion. Ce terme expiré, la séparation sera définitive ;
 - » 3. Il n'est préjugé en rien par le présent arrêté sur les questions relatives aux propriétés communales.
- » Donné à Sion le 27 juin 1822.

» Au nom du Conseil d'Etat,

Le Grand Baillif

de la République et Canton du Valais,

D. AUGUSTINI.

(Sceau :)

RESPUBLICA VALLESIAE

D^r E. de Cocatrix.